

[actualitte.com](https://actualitte.com)

# Paris : la droite bloque une subvention à 40 librairies indépendantes, dont Violette and Co

Hocine Bouhadjera

10–12 minutes

---

À la manœuvre dans ce conflit, le groupe *Changer Paris* (Les Républicains), particulièrement mobilisé contre la présence du livre jeunesse *From the River to the Sea* dans la vitrine de la librairie. La droite parisienne accuse notamment l'ouvrage de « glorifier le Hamas » et de « reprendre un slogan appelant à la destruction d'Israël ». Elle revendique à présent son rôle dans le blocage de la subvention : « Aucune subvention ne doit aller à l'encontre des valeurs républicaines ! », partage-t-elle sur X.

L' élu du groupe, Aurélien Véron, particulièrement engagé dans cette affaire depuis plusieurs mois, s'est félicité de cette décision par une « *Victoire !* » Avant d'ajouter : « *Victoire qui pénalise hélas 39 autres libraires sans vote séparé. Mais ma ligne est claire : tolérance zéro pour l'antisémitisme dont la mairie se rend complice.* » En effet, la subvention bloquée ne visait pas uniquement *Violette and Co* : elle faisait partie d'un fonds municipal de 500.000 €, destiné à quarante librairies indépendantes parisiennes.

« **Sa trumpisation ne fait plus guère de doute** »

Emmanuel Grégoire, adjoint d'Anne Hidalgo et candidat déclaré à la mairie de Paris, a vivement critiqué l'attitude de la droite parisienne, estimant qu'elle sacrifiait l'intérêt des librairies indépendantes à une logique d'affrontement politique. « *Sans surprise, la droite de Rachida Dati a voté CONTRE 500.000 € d'aides aux librairies indépendantes. Lorsqu'il s'agit d'instrumentaliser la culture, on peut compter sur Mme Dati. Pour soutenir de façon concrète nos librairies indépendantes, elle vote contre. Dans la bataille qui s'engage pour soutenir nos commerces de proximité, la droite est une nouvelle fois irresponsable.* »

Ce à quoi Aurélien Véron a répondu : « *Nous avons proposé de dissocier les 39 subventions de celle destinée à Violette and Co qui diffuse un livre dont Patrick Bloche (Ndr : premier adjoint à la Maire de Paris) a reconnu le caractère antisémite. Votre majorité a refusé, poussant un soutien entier à ce libraire indigne. C'est votre choix.* »

De son côté, le groupe Communiste & citoyen du Conseil de Paris a publié un communiqué dénonçant un comportement qu'il juge dangereux pour les libertés publiques. Pour lui, le vote de la droite ne traduit pas seulement une opposition ponctuelle, mais un glissement profond : « *Refuser de les soutenir relève d'une dérive politique extrêmement grave. Oui, la droite parisienne a définitivement sombré dans le camp de la censure, de l'obscurantisme. Sa trumpisation ne fait plus guère de doute.* »

Il rappelle que les librairies vivent une période particulièrement critique : fin des prêts garantis par l'État, explosion des loyers, concurrence renforcée du e-commerce, multiplication d'attaques visant des librairies identifiées comme progressistes, féministes ou antiracistes. Et de mettre en évidence une contradiction

symbolique : « *Que le groupe de l'actuelle ministre de la Culture sombre dans la censure est particulièrement scandaleux... une énième tentative de bâillonner la liberté d'expression et de création.* » La conclusion résume leur position : « *Soutenir les libraires, c'est défendre la démocratie.* »

« *Un aperçu de ce que donnerait l'union des droites au pouvoir : seules doivent survivre les librairies à la sauce Bolloré* », complète Ian Brossat, co-président du groupe communiste au Conseil de Paris et candidat à la Mairie de Paris. Pour Nicolas Bonnet-Oulaldj, adjoint à la Maire de Paris, en charge de toutes les questions relatives au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales, aux métiers d'art et à la mode, « *refuser de les soutenir et se faire le relais d'une propagande haineuse relève d'une dérive grave* ». Ce dernier est formel : « *À Paris, nous ne laisserons ni la censure, ni l'intimidation, ni l'obscurantisme menacer nos librairies. Nous les défendrons sans relâche.* »

Déjà en octobre, les élus du Conseil de Paris s'étaient violemment opposés au sujet de la librairie féministe et LGBTQ+, [autour d'une subvention de 29.000 €](#) destinée à quatorze associations locales, dont celle hébergée dans les locaux de *Violette and Co*. Malgré les tensions — et une interruption de séance — le Conseil avait finalement validé les subventions. Dans la foulée, le sénateur et avocat Francis Szpiner (LR) avait annoncé le dépôt d'une plainte pour apologie du terrorisme contre le livre.

La librairie avait réagi en accusant des élus de la Ville de Paris d'alimenter « *une campagne de harcèlement, de diffamation et d'incitation à la haine* », et de rappeler que *Violette and Co* ne reçoit pas de subventions de la Ville de Paris : « *Nous partageons nos locaux avec l'association Violette and Co*

*Association, installée au sous-sol, qui organise des actions culturelles et lutte contre les discriminations sexistes, LGBTQIA+phobes et racistes ; c'est elle, et non la librairie, qui bénéficie de subventions municipales »*, avait-elle expliqué.

## **Le Syndicat de la librairie française réagit**

Sollicité par ActuaLitté, le Syndicat de la librairie française (SLF) exprime un regret « *profond* » face à la démarche menée par l'élu parisien Aurélien Véron, à l'origine du vote. Il indique « *regretter amèrement plusieurs choses dans la démarche de l'élu parisien* » et détaille trois points de critique.

D'abord une mise au point : « *Que M. Véron s'appuie sur des statistiques selon lesquelles le nombre de librairies parisiennes aurait diminué de plus de la moitié en vingt ans, statistiques qu'il attribue au Syndicat de la librairie française. Non seulement le SLF n'en est pas à l'origine mais, à sa connaissance, rien ne permet d'établir une telle baisse du nombre de librairies à Paris.* » Le SLF conteste ainsi totalement l'existence d'une telle chute, qu'aucune source fiable ne confirme.

Au sujet de la mise en cause de la librairie Violette and Co pour avoir commercialisé *From the River to the Sea*, il partage : « *Libre à chacun d'avoir son opinion sur ce livre mais, dès lors qu'il n'a pas été interdit par la justice, les libraires qui le souhaitent sont libres de le vendre.* » Et de rappeler : « *La loi permet au juge d'interdire la diffusion d'un livre qui inciterait à la haine ou à la discrimination raciale. Laissons les tribunaux faire leur travail et ne transformons pas des enceintes politiques en tribunal, pas plus que des librairies en accusés.* » Enfin, le Syndicat « *regrette amèrement* » que le vote ait touché l'ensemble des bénéficiaires du plan d'aide, dans un contexte déjà critique.

Face à cette situation, « *le Syndicat de la librairie française en appelle à Madame Rachida Dati, ministre de la Culture et candidate à la mairie de Paris, afin que son groupe politique au Conseil de Paris, représenté ici par M. Véron, concoure au rétablissement des aides prévues par la Ville* ». Et de conclure : « *Paris peut s'enorgueillir d'être la ville au monde disposant du plus grand nombre de librairies. Elle doit rester la capitale mondiale de la librairie et du livre.* »

Également Contactée par ActuaLitté au sujet du blocage de la subvention débattue ce 20 novembre, *Violette and Co* n'a pour l'heure pas donné suite à nos sollicitations. La librairie était d'ailleurs fermée ce matin et doit rouvrir à 14h.

## **Un conflit qui dépasse le cadre d'une librairie**

Publié initialement en Afrique du Sud, *From the River to the Sea* de Nathi Ngubane et Azad Essa se présente comme un livre de coloriage destiné aux enfants, avec des portraits de figures palestiniennes accompagnés de courts textes. Les auteurs expliquent vouloir sensibiliser à la justice sociale et aux réalités vécues par le peuple palestinien, dans une intention pacifiste.

Le slogan qui lui donne son titre reste profondément clivant. Historiquement lié à l'OLP, récupéré ensuite par le Hamas, il est accusé par ses opposants de promouvoir la destruction d'Israël, tandis que ses défenseurs y voient un appel à l'égalité des droits « *du Jourdain à la Méditerranée* ».

Le président du CRIF, Yonathan Arfi, y voit une formule qui « *induit l'éradication de l'État d'Israël* ». À l'inverse, la députée européenne Rima Hassan (LFI) affirme qu'elle « *exprime la volonté d'un État binational démocratique et laïc, garantissant l'égalité et la liberté pour tous* ».

Bien avant la polémique institutionnelle, *Violette and Co* avait subi des intimidations. Le 6 août dernier, un groupe de cinq personnes s'était présenté devant la boutique pour intimider l'équipe. Dans la nuit du 7 au 8 août, [la vitrine a été vandalisée à l'acide](#), recouverte des inscriptions « *ISLAMO COMPLICE* » et « *HAMAS VIOLEUR* ».

La librairie soupçonne l'usage d'acide fluorhydrique, un produit extrêmement corrosif et interdit à la vente libre. « *Poncer coûterait aussi cher que remplacer la vitre* », indiquait l'équipe, qui estime le coût des réparations entre 2000 et 5000 €. « *Nous avons choisi un lieu public et visible, c'est un geste politique* », [nous expliquaient les libraires](#), tout en rappelant que les dégradations et intimidations restent « *inacceptables* », d'où le dépôt de plainte.

Interrogée sur le maintien du livre en rayon, la librairie assumait : « *Il est en dépôt chez nous depuis un an. Nous l'avons intégré à une vitrine thématique consacrée à la Palestine, à la montée de l'extrême droite et à l'antiracisme. L'interprétation qui en a été faite ne correspond en rien à notre intention. Ceux qui prendront la peine de le lire verront qu'il n'appelle ni à la disparition d'Israël ni à la violence.* » Elle précise que les ventes sont entièrement reversées à des cagnottes humanitaires pour Gaza. Après les menaces, le livre avait été retiré de la vitrine, mais les trente exemplaires en stock avaient été vendus, entraînant une réimpression.

[À LIRE - Des librairies attaquées pour leurs livres : l'inquiétante dérive](#)

La librairie est devenue la cible d'une violente campagne numérique, entre insultes homophobes, lesbophobes et sexistes. Selon elle, le livre n'a servi que de prétexte pour

s'attaquer à un lieu « *lesbien, féministe, antiraciste et décolonial* ».

Pour Patrick Bloche, premier adjoint PS, le cadre est clair : « *Si cet ouvrage a été publié, c'est qu'il a reçu une autorisation d'une commission nationale.* »

Crédits photo : ActuaLitté (CC BY-SA 2.0)

Par [Hocine Bouhadjera](#)

Contact : [hb@actualitte.com](mailto:hb@actualitte.com)